

## NOUVELLES D'EUROPE.

## ANGLETERRE.

LONDRES, 25 décembre.—On lit dans le *Morning Chronicle* :

« Nous voudrions que le peuple anglais comprit bien ceci. Nous le prions de ne pas ajouter foi à tout ce qu'il pourra entendre dire, supposer ou imaginer relativement à l'intention de sir R. Peel d'agir énergiquement et hardiment vis-à-vis des lois des céréales. Il paraît impossible que sir R. Peel n'aborde pas le parlement avec la pensée bien arrêtée de faire supprimer sur les livres de statuts une loi dont il a, à diverses reprises, condamné le principe, et alors il serait soutenu par ses adversaires et par le pays. Sir Robert Peel ne peut pas songer à aucune autre marche que celle qui lui est tout naturellement ouverte. Cependant, le pays ne doit pas ajouter une foi trop implicite à ce projet, à moins de preuves évidentes. Sir R. Peel n'est pas de ces hommes dont on puisse dire : Il fera telle chose, parce qu'il doit la faire. Il n'existe aucune raison de penser, et nous ne pensons pas que sir R. Peel veuille ou ait jamais voulu la simple révocation des lois des céréales. Une telle conduite n'est pas dans ses habitudes. La mystification est son élément. Le compromis est la loi de son être. »

On attribue généralement à sir R. Peel l'intention de gagner les propriétaires fonciers par une indemnité qu'il leur offrirait. En effet, ce serait assez la manière de procéder de sir Robert Peel. Nous ne prétendons pas dire que sir R. Peel se propose d'insulter le pays par une proposition aussi monstrueuse que celle consistant à faire peser la charge des taxes des propriétaires fonciers sur le fonds consolidé. Mais nous prévenons le pays que sir R. Peel est un homme dont toute la politique se résume dans la transaction et que ce système offre des dangers. Le ministre qui serait assez insensé pour transporter l'agitation contre le monopole sur les questions de l'incidence de la taxation et de la distribution des pouvoirs politiques ouvrirait la porte à des maux dont nul ne pourrait prévoir le terme. Nous espérons que le peuple anglais ne se ralentira pas dans ses efforts, qui peuvent seuls le mettre à l'abri de cette désastreuse possibilité. Tout exige que cette question fatigante et périlleuse soit résolue et réglée définitivement.

Les arrangements ministériels provoqués par la rentrée aux affaires de presque tous les membres du cabinet Peel sont arrêtés, sinon officiellement connus, et tous les personnages qui ont occupé la scène politique en Angleterre pendant la dernière quinzaine, si fertile en incidents, ont quitté Londres pour aller passer les fêtes de Noël dans leur famille. Il paraît certain que la succession de lord Wharncliffe, disputée par plusieurs candidats, est décidément réservée à lord Ellenborough. Ce poste, assigné à un ami particulier de lord Wellington, serait le prix des concessions faites par le duc à sir Robert Peel.

La ligue ne repose pas. Nous avons dit qu'elle avait résolu de lever une contribution volontaire de 6 millions et demi. Un grand meeting aura lieu mardi à Manchester, le quartier-général. On y a réuni, séance tenante, 60,000 livres sterling, ou 1 million 500,000 francs. Ceux qui, il y a deux ans, avaient souscrit pour 500 livres, ont doublé cette année leur souscription, et l'ont portée à 1,000 livres sterling (25,000 fr.) M. Cobden, M. Bright, etc., ont souscrit pour 25,000 fr. On compte vingt et un négociants et grands industriels qui ont souscrit chacun pour 25,000 fr.

Pendant un moment de halte dans les souscriptions, le président du meeting, avec un naturel que l'on pourrait trouver trop naïf, a prié M. Cobden « de faire passer le temps en disant quelques mots, pendant que ceux qui n'avaient pas encore donné se décideraient. » M. Cobden a fait obligamment un speech ; et après cet intermède les souscriptions ont repris leur cours. A la fin de la représentation, il y avait, comme nous l'avons dit, 1 million 500,000 fr.

Londres 29 décembre.—Les nouvelles qui viennent de nous arriver des Etats-Unis n'ont pas été accueillies avec beaucoup de satisfaction. D'abord, les protestations pacifiques de la presse américaine sont en général regardées comme peu sincères. Ensuite, ce qui porte à juger peu favorablement de l'état actuel des choses, c'est le caractère des membres des comités que les deux chambres ont nommés pour l'examen des questions de politique étrangère. On n'espère nullement qu'ils proposent des mesures de conciliation.

Si une majorité considérable dans les deux chambres a choisi pour commissaires les plus ardents bouc-émissaires qu'elle ait pu trouver, il est naturel de croire que les prétentions extravagantes avancées dans le message du président ne seront guère modifiées. La question de l'Orégon est à cette heure la plus grave de toutes celles qui occupent l'Angleterre, le discours de Louis-Philippe à l'ouverture des chambres étant de tout point satisfaisant quant aux relations qui existent entre la France et la Grande-Bretagne.—*Standard*.

—On a reçu des nouvelles de Monterey (Haute-Californie) jusqu'à la mi-octobre. Les nouvelles sont très importantes. Une escadre anglaise destinée pour l'Orégon avait passé devant la côte occidentale. Le vaisseau de guerre anglais *America* a éveillé des soupçons : à bord de ce bâtiment se trouve un frère de lord Aberdeen, et l'un des fils de sir Robert Peel y est passager. Le gouvernement a convoqué la milice pour résister à tout acte d'agression de cette escadre.—*Sun*.

Le cabinet anglais vient de se compléter. Le duc de Buccleugh est nommé président du conseil, en remplacement de lord Wharncliffe, décédé, et lord Haddington le remplace comme lord du sceau privé. Lord Ellenborough est nommé premier lord de l'amirauté, à la place de lord Haddington.

Maintenant que le ministère Peel est définitivement réconstitué et plus affermi que jamais, l'agitation produite par la dernière crise s'est peu à peu calmée, et l'on attend les votes décisifs du parlement qui se réunira le 22 janvier. Il est probable que d'importantes modifications d'opinion, destinées à faire vivre le cabinet, auront lieu dans le camp des vainqueurs, parmi les tories. Le nombre de ces derniers se sera beaucoup augmenté, sans doute, d'hommes qui comprennent l'inutilité de certaines résistances ; l'ombre de M. Cobden et de la ligne contre la législation des céréales (*anti-corn-law-league*) a ramené aux doctrines de concession plus de gens que n'auraient pu le faire les meilleurs raisonnements ; les whigs soutiendront tout naturellement un cabinet qui déjà leur a dû ses triomphes, et qui, au fond, leur convient, parce qu'ils ont prouvé leur incapacité à le remplacer.

Le combat qui sera livré sur la question des céréales, dépend donc, quant à son importance, non des partis, car la victoire est assurée au ministère, mais de Sir Robert Peel : c'est lui qui dira souverainement ce qu'il veut et combien il veut. Fixer la limite des besoins actuels, rencontrer juste dans son calcul, telle est la difficulté qui lui est proposée. C'est, comme le fait observer un journal royaliste, c'est une question d'avenir qui, plus tard, entourera son nom de gloire ou le rabaissera. Pour le présent, le succès est acquis à l'avance à ce qu'il proposera sur ce point difficile.

Un autre intérêt préoccupe en ce moment les Anglais. Leur attention se porte sur l'Amérique, et leurs journaux sont unanimes pour recommander des mesures de vigueur. Le *Sun* adjure les ministres de se disposer à frapper, au besoin, un grand coup avec énergie et promptitude. De son côté, le *Morning-Chronicle* invite le parlement à ne pas attendre que l'Angleterre soit mise en demeure de choisir entre un affront et la guerre, à prendre les devants et à répondre aux menaces indirectes du président Polk par des mesures qui fassent réfléchir le congrès des Etats-Unis. Il considère, du reste, les modifications projetées dans la législation des céréales comme fournissant un élément nouveau de transaction. A son avis, les états de l'Ouest se montreront moins exigeants sur l'Orégon, s'ils entendent, pour leurs biens, l'entrée en franchise dans les ports de l'Angleterre.

Chaque fois, d'ailleurs, qu'il s'agit de développer la prospérité du pays ou de défendre son honneur et ses intérêts, le gouvernement anglais, que le nôtre, en cela, devrait imiter, n'a pas besoin d'être aiguillonné par la presse. Il régnait dans tous les chantiers une grande activité ; on s'occupe, en même temps, d'organiser les régiments de la milice, parce qu'une partie considérable des troupes qui sont en Angleterre sera prochainement transportée au Canada. Le gouvernement ne négligera rien pour éviter la guerre dont on le menace ; mais, s'il est contraint de la faire, il veut la mener avec énergie, il se tient prêt à tout événement.

La *Gazette* de Londres publie une proclamation de la reine Victoire, en date du 23 décembre, par laquelle le parlement anglais est prorogé du 30 décembre au 22 janvier.

« Nous déclarons, y dit S. M., avec l'avis de notre conseil privé, que notre volonté royale et notre bon plaisir sont que le parlement se

réunisse et siège pour expédier diverses affaires urgentes et importantes.

La nomination officielle de M. Gladstone, comme ministre des colonies, est également insérée dans la même *Gazette*. On sait qu'il remplace lord Stanley, ardent, impétueux et susceptible, tandis qu'il est, lui, froid, calme et réfléchi.

« On peut s'attendre de la part du nouveau ministre, dit le *Times*, à beaucoup d'impartialité et d'assiduité dans l'exercice de ses fonctions. Ces deux qualités peuvent faire espérer une politique meilleure que celle qu'a suivie son prédécesseur ; mais elles ne suffisent pas. Il y a des dangers dans la crise qui menace maintenant les affaires de la colonie de la Nouvelle-Zélande. De promptes mesures de sévérité active pourront rétablir les affaires. Le délai et l'inaction ne pourront entraîner que la ruine. M. Gladstone comprendra l'imminence du péril, et sans doute il aura l'énergie nécessaire pour conjurer l'orage. »

M. Gladstone, qui représentait Newark à la chambre des communes, est sujet à réélection. Le *Sun* dit que sa réélection sera combattue par le duc de Newcastle, qui pousserait son principe : « Chacun peut faire ce qu'il veut de ce qui lui appartient, » jusqu'à s'opposer à la réélection de son fils, lord Lincoln, pour la partie sud du comté de Nottingham. Lord Lincoln fait partie du cabinet. Son père est un tory exalté qui, tout récemment, a enlevé un siège au parlement à son fils, lord Blandford, parce qu'il ne partage pas ses opinions.

Il est donc à présumer que le duc de Newcastle ne serait pas le meneur le moins ardent de la ligne à l'organisation de laquelle le *Morning-Post* convie l'aristocratie et les propriétaires fonciers, pour renverser sir Robert Peel, qui semble adopter les vues des ligueurs de Manchester contre la législation des céréales. « Si Cobden et Peel ne voquent pas sur la même nacelle, dit le *Post*, ils font voile vers la même destination, et tout bon Anglais doit refuser son appui à de tels hommes. »

Sir Robert Peel ne paraît nullement alarmé de cette difficulté nouvelle. Il s'est rendu tranquillement à Tamworth pour remplir ses devoirs religieux, avec sa famille, à l'église de Dryton-Bassette. Il devait revenir à Londres aujourd'hui lundi ; et l'on peut croire qu'il va se disposer à braver l'orage que l'on fait gronder au dessus de sa tête.

## IRLANDE.

DUBLIN, 23 décembre.—On commence à se plaindre de la famine dans diverses parties du pays, et la fièvre règne dans quelques villes du sud. Le froid rigoureux et la cherté du bois aggravent singulièrement les souffrances du peuple. Dans plusieurs districts, la maladie des pommes de terre a été arrêtée, mais les pertes que l'on a éprouvées ont réduit à peu de chose la récolte. Dans un pareil état de choses, il est fâcheux de voir que rien de pratique n'ait été fait pour détourner du peuple la famine dont il est menacé, et c'est en ce moment que nous n'avons pas de gouvernement. Aujourd'hui, la commission de Mansion-House s'est réunie sous la présidence de lord Cloncurry. M. O'Connell était présent. La commission a reçu plus de cent lettres en réponse à sa circulaire du 10 courant, par laquelle elle demandait des renseignements sur la maladie des pommes de terre, et exprimait le désir de savoir s'il s'était opéré un changement favorable. Les lettres ne sont point entières. On craint que la disette ne commence à se faire sentir au mois de février.

IRLANDE.—Dans l'avant-dernière séance de l'association du repeal, O'Connell avait promis son concours à lord John Russell quant à la question des céréales. Le revirement ministériel opéré dans l'intervalle entre cette déclaration et la dernière séance des repealers tenu à Dublin le 22 décembre rendait nécessaire une nouvelle profession de foi de la part du grand agitateur. Voici en quels termes il l'a faite, en y entremêlant, d'ailleurs, une sorte de panegyrique du chef des whigs et une revue saisissante de la situation misérable de l'Irlande :

« Je disais dernièrement que je soutiendrais lord John Russell au Parlement dans la discussion sur les lois des céréales. Bien que je n'aie pas un grand amour pour Peel, vous le savez, (on rit), je suis tout prêt à le soutenir, du moins s'il veut faire quelque chose pour le peuple et lui procurer le pain bon et à bon marché. Je le soutiendrai, bien que